



**PRÉFET  
DE LA  
CHARENTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43 rue du Docteur Duroselle  
16000 Angoulême

Angoulême, le 17/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PLASTIQUES VENTHENAT**

ZI route de Montmoreau  
BP 28  
16300 Barbezieux-Saint-Hilaire

Références : -  
Code AIOT : 0007202830

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement PLASTIQUES VENTHENAT implanté ZI route de Montmoreau BP 28 16300 Barbezieux-Saint-Hilaire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection inopinée s'inscrit dans le cadre d'une opération ponctuelle portant sur la gestion des produits chimiques.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PLASTIQUES VENTHENAT
- ZI route de Montmoreau BP 28 16300 Barbezieux-Saint-Hilaire
- Code AIOT : 0007202830

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Créée en 1980 sous le nom de PLASTIQUE VENTHENAT, la société se spécialise dans l'extrusion de film PVC rigide et de couche mince. Pendant la décennie qui suit, elle est rachetée 3 fois :

- CARNAUD METAL BOX en 1989,
- BORDEN sous l'appellation FIAP en 1990,
- A.E.P en 1995.

En août 2001, la famille VENTHENAT rachète la filiale FIAP à A.E.P. La société retrouve son nom PLASTIQUE VENTHENAT. Le site se diversifie pour produire les bobines de films suivantes :

- Barex pour les emballages pharmaceutiques pour les substances agressives,
- film de polystyrène,
- pvc,
- biodégradable.

En août 2006, M. Alain VENTHENAT devient le seul actionnaire.

En 2015, des investissements sont faits pour agrandir l'usine et changer les machines par la mise en place de nouvelle bobineuse et extrudeuse. La capacité de production double.

En 2021, l'exploitant investit dans l'extension de l'atelier de finition.

Actuellement, le site produit par extrusion et soufflage, des films plastiques divers pouvant avoir une épaisseur comprise entre 15 et 100 µm à partir de différentes billes de polystyrène.

Ces films plastiques sont :

- Barex : pour emballages pharmaceutiques et cosmétologiques,
- COC et EVOH : alternative au film Barex,
- Polystyrène : intercalaire agroalimentaire, fenêtre d'enveloppe, pour imprimeurs d'étiquettes IML, de banderoles, décors, pots de yaourts FFS, alternative à la cellophane,
- biosourcé, hydrosoluble et biodégradable : pour tablettes lessiviels, emballages et étiquettes hydrosolubles, issus de protéine laitière, apte au contact alimentaire,
- PVC : pour operculage d'emballages pharmaceutiques, suremballages, fenêtre d'enveloppe, papillote de bonbons,
- CO Polyester : pour les transformateurs d'emballages souples ou pour lamination des emballages des produits pharmaceutiques, cosmétologiques et agroalimentaires.

Le site produit environ 1 000 tonnes de films sous forme de bobines de tailles diverses par an.

La quantité de matières premières stockée permet une production pour 3 semaines.

Le site fonctionne en 3 x 8 h du lundi à partir de 4h30 au vendredi à 12 h 30. 40 personnes sont employées.

#### Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective	1 mois
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 jour
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 02/07/2012, article 7.5.3	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Préfectoral du 02/07/2012, article 7.5.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant doit améliorer la gestion des FDS des substances dangereuses du site (actualisation et mise à disposition).

L'exploitant doit également veiller à conserver certains produits inflammables à l'écart du reste des produits dans des zones dédiées.

Enfin, l'exploitant doit tenir à jour un état des stocks actualisé de l'ensemble des matières stockées sur le site.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En séance, au local maintenance, l'exploitant présente un classeur contenant la 'Liste des produits autorisés sur le site (Hors matières premières)' indice E du 02/04/2025 détaillant le nom des produits dont la maintenance a accepté l'introduction, et reproduisant les pictogrammes de dangers associés.</p> <p>Le classeur regroupe ensuite par liste alphabétique les FDS des produits de la liste.</p> <p>L'exploitant indique qu'un classeur similaire est présent à chaque poste de travail du site, consultable par tous les employés, et que les FDS sont également placées sur le réseau informatique du site.</p> <p>L'exploitant constate que la liste n'est pas à jour et édite en séance la liste version F datée du 02/04/2025 et contenant plus de produits. Il indique également que certains produits, notamment des peintures, ne sont pas présents dans la liste.</p> <p>Par sondage, l'inspection demande à consulter les Fiches de Données Sécurité (FDS) de 3 produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- KEMPT, FDS datée du 31.12.2024. L'exploitant déclare ne plus utiliser ce produit mais l'avoir encore en stockage sur le site.</li> <li>- ALIGLISS 11, FDS datée du 25/10/2018 et mise à jour par Quick FDS au 09/10/2019</li> <li>- LAPPING COMPOUND, FDS en anglais, datée du 7/22/2025</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai de 1 mois, l'exploitant modifie la 'Liste des produits autorisés sur le site' en s'assurant de l'exhaustivité des produits (et en retirant ceux qui doivent l'être, cf. PC4), et met à jour les classeurs associés avec l'ensemble des FDS en français des substances ou préparations dangereuses du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>

Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

#### **Constats :**

Le produit KEMPT est un dégraissant inflammable et toxique. Sur le terrain, l'inspection constate la présence de 4 fûts de KEMPT stockés au sol dans l'ancien local encres du site qui sert dorénavant à stocker certains produits inflammables. Les fûts sont étiquetés et pourvus des pictogrammes du produit. Le local est pourvu d'extincteurs de 9 kg poudre ABC. En cas de déversement, l'exploitant indique que des kits d'absorbants présents dans les ateliers peuvent être mobilisés. L'inspection constate la présence de boîtes contenant des chiffons propres absorbants dans la zone de production (autre bâtiment).

L'inspection constate également la présence, dans le même local, de 2 fûts de SOLVANET Methyl Ethyl Cetone que l'exploitant déclare inutilisés depuis de nombreuses années.

Le produit ALIGLISS II est une peinture en bombe.

Sur le terrain, l'inspection constate que les 13 bombes sont stockées à la réserve du local maintenance, sur étagère, sans séparation avec les autres produits et objets du local. Les bombes sont étiquetées et pourvues des pictogrammes du produit. Un extincteur à poudre est disposé à proximité dans le local maintenance. L'exploitant indique que l'achat d'armoires coupe-feu pour produits inflammables est en cours, et qu'une devrait équiper cette réserve.

Le LAPPING COMPOUND est un abrasif. La FDS du 22/07/2025 en anglais n'indique pas de mention de dangers spécifique pour le produit. Dans la 'liste des produits autorisés sur le site' l'exploitant y a néanmoins associé les pictogrammes inflammables, toxiques, dangereux pour l'environnement. Sur le terrain, l'inspection constate que les pots du produits sont stockés dans une armoire coupe-feu de la zone de production. Certains pots bleus sont étiquetés inflammables, toxiques, dangereux pour l'environnement tandis que d'autres pots gris ne sont pas identifiés et sans pictogramme.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Immédiatement, l'exploitant se procure la ou les FDS à jour de la substance LAPPING COMPOUND stockée sur le site. Il clarifie les dangers associés à la substance, et étiquette les emballages contenant les substances conformément à la réglementation.

Immédiatement, et dans l'attente de la réception d'une nouvelle armoire coupe-feu dédiée, l'exploitant déplace vers une armoire coupe-feu ou une zone 'inflammable' du site les bombes de peinture et autres produits identifiés comme inflammables qui sont stockés dans la réserve maintenance.

Dans un délai de 6 mois, il évacue les 2 fûts de SOLVANET du site vers la filière de traitement adéquate et en apporte la justification auprès de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 jour

**N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2012, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Sur le terrain, l'inspection constate que l'ancien local encres où sont placés les 4 fûts de KEMPT peut contenir le volume des 4 fûts déversés (ainsi que les 2 x 160 kg de SOLVANET Methyl Ethyl Cetone) grâce à la différence de niveau entre le sol du local et l'extérieur. Sur le terrain, l'inspection constate que la pièce dans la zone production servant à stocker le GRV d'acétate d'éthyle peut contenir les 1000L en cas de déversement grâce à la différence de niveau entre le sol de la pièce et l'extérieur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2012, article 7.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Constats :</b>  En séance, l'exploitant indique que tous les produits utilisés sur le site sont compatibles. Postérieurement à l'inspection, par courriel, l'inspection interroge l'exploitant sur le SOLNET pro (pH 13) et le DECALI RCI (pH 1), produits identifiés par sondage dans la liste des produits autorisés du site. L'exploitant indique ne plus avoir de DECALI RCI sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  En séance, l'exploitant édite un état des stocks des produits stockés à la maintenance uniquement. Il indique qu'il existe un état des stocks logistique pour les produits en production.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans un délai de 1 mois, l'exploitant met en place un fichier unique permettant le recensement actualisé de toutes les matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant y associe un plan du site sur lequel sont identifiées les différentes zones de stockage des matières.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois